

## LE CHEF DU GOUVERNEMENT TUNISIEN AUJOURD'HUI À ALGER :

# La sécurité aux frontières au menu

*La question de la sécurité au niveau de la frontière entre l'Algérie et la Tunisie est au menu de la visite, aujourd'hui et demain, du chef du gouvernement provisoire tunisien en Algérie. Hamadi Jebali, dans un entretien à l'APS, a estimé que la question se pose avec acuité et que la rigueur devra être de mise.*

**Sofiane Aït Ifflis Alger (Le Soir)** - La nécessité de sécuriser davantage la frontière entre les deux pays est induite par la montée du terrorisme et la prolifération du trafic d'armes. Le chef du gouvernement provisoire tunisien a, néanmoins, nuancé son affirmation, en soutenant que «si le dossier est sécuritaire, l'approche ne l'est pas et son traitement ne doit pas l'être aussi».

Hamadi Jebali a précisé que l'approche implique l'examen «des causes et des ramifications du terrorisme qui prennent racine des injustices sociales, de la pauvreté et du chômage. Cela, ajoute-t-il, ne signifie pas fermer les yeux sur la protection de nos frontières. Bien au contraire, il faut coopérer les

uns avec les autres pour dissuader tous ceux qui croient que cette région est perméable à l'idéologie terroriste ou au trafic d'armes».

Le chef du gouvernement provisoire tunisien aura également à évoquer avec ses interlocuteurs algériens l'épineux dossier malien. Mais l'on sait déjà que la Tunisie soutient l'approche algérienne qui privilégie le dialogue sur la solution exclusivement militaire. Hamadi Jebali a estimé que l'approche algérienne est judicieuse et raisonnable.

«Si les Maliens parviennent à régler leurs problèmes internes, ils seront en mesure d'éliminer eux-mêmes le terrorisme.» Affirmant cela, le chef du gouvernement provisoire

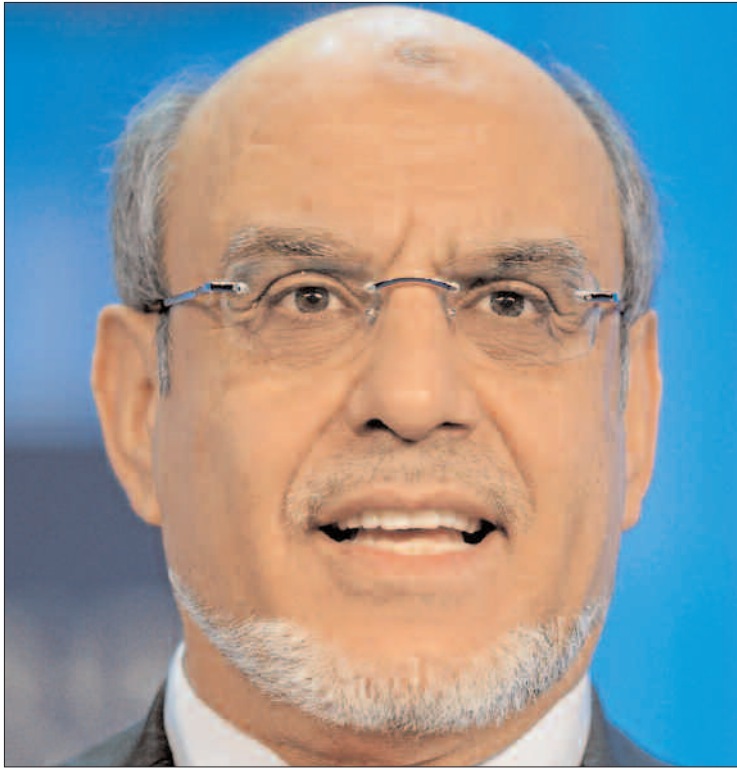


Photo : DR

tunisien a plaidé l'encouragement du dialogue intermalien. Hamadi Jebali a considéré

aussi que, sans l'entente entre les Maliens, toute intervention est susceptible de compliquer

d'avantage la situation et exacerber le problème. Le risque, selon Jebali, est que l'intervention militaire étrangère et ce qu'elle suppose comme installation de bases opérationnelles pourrait inciter les Maliens à combattre cette intervention. Il a cité en exemple les cas irakien et afghan.

Le chef du gouvernement provisoire tunisien a, sur le plan régional, plaidé pour la consolidation d'un espace maghrébin unifié.

«L'Europe veut un marché maghrébin unifié pour traiter avec. La conviction existe au niveau interne, et je pense que la volonté politique suivra.» Hamadi Jebali appréhende la construction maghrébine sur la base de nécessité économique et l'impératif de sécurité. Il a estimé que la question du Sahara occidental sera «réglée à la faveur d'une volonté politique, car nous n'avons pas d'autres choix».

S. A. I.

## LA CHANCELLERIE MISE EN DEMEURE JUSQU'AU 25 JANVIER PROCHAIN

# Les avocats gèlent leur mouvement de protestation

*Les robes noires ne feront pas grève et par voie de conséquence, ils ne boycotteront pas la cérémonie portant ouverture de l'année judiciaire. La décision a été prise, à l'issue d'une réunion houleuse des membres de l'assemblée générale de l'Union des barreaux d'Algérie qui s'est tenue à Zéralda.*

**Abder Bettache (Alger – Le Soir)** - C'est en queue de poisson, qu'a pris fin hier, la réunion des représentants des robes noires après quatre heures d'intenses débats concernant la suite à donner aux propositions faites mercredi dernier par le ministre de la Justice, aux représentants des robes noires. Une réunion qui s'est tenue à la demande du Garde des sceaux et lors de laquelle, M. Charfi a proposé à ses vis-à-vis des robes noires, des propositions à même de régler la crise.

Ainsi, la proposition faite par le ministre de la Justice aux avocats, a été hier, au centre d'un large débat, au cours de laquelle, une partie des robes noires a réitéré sa détermination à aller au bout de ses revendications. Il a fallu que les partisans du «gel» du mouvement de protestation usent de tous

les arguments pour que l'assemblée générale cède sur le principe de la suspension de la grève générale.

A ce propos, il est important de noter que le ministre de la Justice a proposé dix-huit points consignés dans un procès-verbal signé entre les deux parties et à travers lesquels, ce dernier s'est engagé à prendre en charge les revendications des robes noires. Ces derniers ont dès lors, fixé la date du 25 janvier prochain. «Dans le cas où les engagements de la tutelle ne sont pas appliqués, l'assemblée générale qui est restée ouverte mettra en exécution ses décisions dont celle de la grève générale», a-t-on expliqué.

Pour rappel, la corporation des avocats avait décidé de mettre en exécution sa menace de grève générale à partir du 2 décembre

prochain. L'Union nationale des barreaux d'Algérie avait annoncé une grève nationale du 2 au 9 décembre prochain, pour protester contre la dégradation des conditions de travail des robes noires. Le boycott de toutes les audiences du 2 au 9 décembre, indiquent des membres du barreau d'Alger, a été décidé après plusieurs réunions des représentants des différentes régions.

Il semblerait également que les robes noires iraient, par ailleurs, vers un boycott de la cérémonie officielle de l'ouverture de l'année judiciaire 2013. D'ailleurs, des avocats inscrits au barreau d'Alger estiment que «les avocats ne peuvent faire marche arrière, même si M<sup>e</sup> Bourayou reconnaît en Charfi «un homme de terrain qui connaît bien le secteur», il refuse, néanmoins, que sa corporation soit «traînée dans des promesses qui risquent de ne pas aboutir». Déterminés à mettre en exécution leur appel, début décembre prochain, les avocats estiment que leur «profession ne cesse de subir des dégradations et l'inconsidération qui lui nuisent sérieusement et qui risquent, à terme, de pénaliser les justiciables».

Selon un autre avocat, «il s'agit, aujourd'hui, soit de défendre les acquis de notre profession soit de se mettre sous l'autorité de la chancellerie». Le bras de fer entre les deux parties pourrait prendre des proportions inattendues. Face à cette situation, la chancellerie a entrepris depuis quelques jours plusieurs actions auprès des représentants des avocats afin de «désamorcer la crise».

En effet, Mohamed Charfi a réagi à la menace de grève des robes noires. Et pour afficher sa disponibilité à désamorcer la crise, le Garde des sceaux a indiqué qu'il



Photo : Samir Sid

n'a pas été saisi officiellement de ce mouvement de débrayage. «La famille des avocats regorge de compétences à même d'emprunter la meilleure voie pour régler ce problème à travers le dialogue qui leur permettra d'exprimer leurs revendications», a soutenu Mohamed Charfi, insistant que «la voie du dialogue est ouverte par le ministère de la Justice à tous les partenaires sociaux, qu'il s'agisse des avocats, des greffiers ou des

autres catégories relevant du secteur».

Prenant le soin de souligner que «toutes les questions étaient inscrites pour la période post-électorale», le Garde des sceaux a aussi affirmé que le dialogue a ses propres normes et requiert d'abord la bonne foi de la part des partenaires qui doivent penser en premier lieu à l'intérêt commun des parties en concertation.

A. B.

## FAUX BARRAGE À AHNIF :

# Plusieurs citoyens rackettés

Avant-hier, aux environs de 21 h, un groupe terroriste se proclamant de l'Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique), évalué à une quinzaine d'éléments tous armés de kalachnikovs, a dressé un faux barrage sur le chemin de wilaya menant vers la région de Tamellaht, à une dizaine de kilomètres au sud de la commune d'Ahnif, à 40 km à l'est de Bouira. Plusieurs automobilistes interceptés ont été rackettés, apprend-on de sources sûres. Le faux barrage a duré plus d'une demi-heure avant que le groupe terroriste, dont plusieurs éléments de nationalités étrangères, ne disparaisse dans la nature à la faveur de l'obscurité. Peu après le départ des terroristes, des éléments de l'ANP, alertés par des citoyens, se sont déplacés sur les lieux.

Hier matin, un important contingent de l'armée a été déployé dans la région où une vaste opération de ratissage à la recherche de ce groupe terroriste a été déclenchée.

H. M.

## JIJEL/EXPLOSION D'UNE BOMBE AU PASSAGE D'UN GROUPE DE JEUNES

# Six blessés

Une bombe artisanale a explosé dans l'après-midi d'avant-hier, vendredi au passage d'un groupe de jeunes au lieu-dit Oum Kheloufe dans la région d'Afousser située à quelques kilomètres à l'est du chef-lieu de la commune de Chekfa, apprend-on auprès de sources locales. En effet, la déflagration de cet engin mortel qui visait un convoi de l'ANP stationnée dans cette région montagneuse, a causé des blessures à six jeunes dont l'âge varie entre 18 et 28 ans. On apprend par ailleurs que les six blessés ont été évacués vers l'hôpital Said Mejdoub de Taher et qu'ils sont hors de danger.

B. Ines